

Prosperer, se maintenir ou sortir de la groundwater economy :

Les inégalités socioéconomiques dans le Saïss au Maroc

Ameur F – IAV Hassan II / Cirad - ameur_tatah@hotmail.com

Kuper M – IAV Hassan II / Cirad - marcel.kuper@cirad.fr

Lejars C – IAV Hassan II / Cirad - caroline.lejars@cirad.fr

Dugué P – ENA Meknès / Cirad - patrick.dugue@cirad.fr



Séminaire Montpellier – 12 au 15 octobre 2015

Introduction

L'utilisation des eaux souterraines joue un rôle clé dans l'augmentation des revenus des exploitations et la réduction de la pauvreté (Gebregziabher et al 2009). Cependant, l'accent accordé à la croissance économique pour lutter contre la pauvreté dans les zones rurales a parfois conduit à négliger les inégalités socio-économiques et masque des processus de différenciations internes passés et en cours (Harriss-White et Janakaraman, 1997).

Des travaux récents montrent que la baisse des niveaux piézométriques constatée dans de nombreux pays profite le plus souvent à des grands producteurs, ayant de capacités d'investissement suffisantes pour creuser de plus en plus profond et rend plus difficile l'accès à l'eau aux petits agriculteurs avec des faibles moyens (Hoogesteger et Wester, 2015).

Toutefois, l'évolution et la dynamique de construction des inégalités socioéconomiques de l'accès et l'utilisation de l'eau souterraine a peu été étudiée en Afrique du Nord

Objectifs

L'objectif de la présente étude est d'analyser le processus par lequel les inégalités socioéconomiques entre exploitations agricoles ont été historiquement construites et de définir à qui profite aujourd'hui l'eau souterraine, pourquoi et comment ?

Méthodologie

L'étude concerne une petite zone de 4200 ha située sur la nappe du Saïss, dans la province d'El Hajeb au Maroc. Depuis l'indépendance, la zone a connu une série de réformes agraires, passant d'une période collectiviste et d'un Etat interventionniste (avec la redistribution des terres des colons à des attributaires d'origine rurale) à une période de libéralisme et de privatisation des marchés et des moyens de production en premier lieu la terre. Ce désengagement de l'Etat a permis à de nouveaux acteurs, plus aisés financièrement que les attributaires des coopératives agraires, d'accéder au foncier via l'achat et la location et d'investir dans des forages pour développer une agriculture très dépendante de l'eau souterraine.

Premièrement, nous avons mené une trentaine d'entretiens historiques avec des personnes ressources afin de retracer les évolutions en agriculture en lien avec ces réformes agraires et le rôle clé de l'accès aux eaux souterraines.

Deuxièmement, une base de données de l'ensemble des exploitations agricoles (377) de la zone a été constituée, et les différentes catégories d'acteurs (grands investisseurs, acheteurs, locataires et attributaires) ont été identifiées. Le suivi des irrigations durant la campagne agricole de 2013-2014 et l'évolution des points d'accès à l'eau souterraine ont permis de retracer l'évolution des prélèvements d'eau souterraine en distinguant entre types d'acteurs.

Troisièmement, une étude technico-économique d'un échantillon de 20 exploitations a permis d'analyser l'évolution des inégalités entre revenus des différentes exploitations.

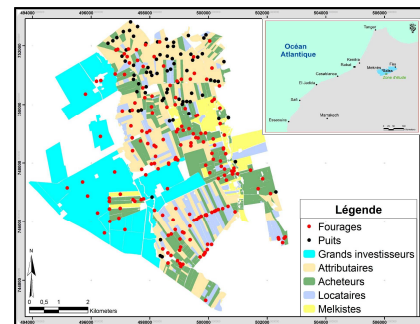


Figure 1 : Zone d'étude

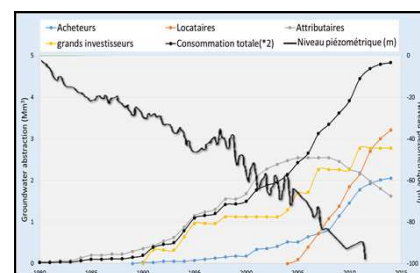


Figure 2 : Évolution des prélèvements en eau souterraine et baisse des niveaux piézométriques de la nappe profonde

Résultats / Conclusions

La consommation en eau souterraine de la zone d'étude a globalement doublé ces dix dernières années. Mais il existe de fortes différences entre types d'acteurs (fig. 2). En effet, les nouveaux acteurs se spécialisent dans de nouvelles formes d'agriculture irriguée : les locataires en maraîchage intensif, les acheteurs en arboriculture et les 2 grands investisseurs en arboriculture pour l'un et viniculture pour l'autre. Une dynamique d'accès aux nappes profondes par les forages, a accompagné ces changements. C'est ainsi que la pression exercée sur les eaux souterraines a généré la baisse des nappes (fig. 2). En parallèle, l'intensification a entraîné une augmentation des productions et l'effondrement des prix sur le marché. Les attributaires, dont l'accès à l'eau se fait par des puits peu profonds sont les plus vulnérables et restent sur la défensive à l'égard de cette agriculture à risque en maintenant ou en redéveloppant des productions non irriguées (élevage...) (fig. 2).

Bien que le nombre d'agriculteurs et le revenu moyen par exploitation aient augmenté avec la superficie irriguée (tab.1), l'évolution des revenus diffère fortement entre les acteurs des petites et moyennes exploitations (locataire, attributaires et acheteurs). En 2005, 50% d'attributaires gagnent 20 % du revenu agricole total obtenu sur cette zone, mais en 2013, ces mêmes attributaires n'obtiennent plus que 7 % de ce revenu (Indice de Gini passant de 0,48 à 0,63). L'augmentation des revenus concerne surtout les acheteurs et les locataires. La groundwater economy creuse ainsi les inégalités socioéconomiques entre exploitations. La baisse des nappes et la saturation des marchés entraînent une situation d'appauvrissement des attributaires les plus marginalisés et rendent difficile le maintien de ces exploitations dans la groundwater economy.

L'attitude de laissez-faire prise par l'Etat permettant la privatisation des terres rend difficile le contrôle de la surexploitation et de la surproduction associée, or ce contrôle représente le challenge pour limiter le développement de ces inégalités.

Références

- Gebregziabher, G., Namara, R. E., Holden, S. 2009. Poverty reduction with irrigation investment: An empirical case study from Tigray, Ethiopia. *Agricultural water management*, 96 (12), 1837-1843.
- Harriss-White, B et Janakaraman, S. 1997. From green revolution to rural industrial revolution in South India. *Economic and Political Weekly*, 1469-1477.
- Hoogesteger, J., et Wester, P. 2015. Intensive groundwater use and (in) equity: Processes and governance challenges. *Environmental Science & Policy*, 51, 117-124.

Mots clés : Groundwater economy, Surexploitation, inégalités socioéconomiques, types d'acteurs, Maroc.



Campagne agricole	2005-2006	2012-2013
Indice de Gini	0.48	0.63
Revenu moyen par exploitation (Euros/An)	3600	30546
Distribution des revenus par décile		
Nombre d'exploitation agricole (%)	Cumul des revenus (%)	
10	-1	0
20	-1	1
30	3	2
40	9	4
50	20	7
60	28	10
70	42	19
80	56	36
90	71	59
100	100	100

Tableau 1 : Évolution des inégalités entre revenus

Partenaires scientifiques



Pour en savoir plus

www.votreprojet.fr

www.votreprojet.net

www.groundwater-arena.net